

La Zone de libre-échange des Amériques

- Le Sommet des Amériques tenu à Miami en 1994 a produit un vaste plan d'action visant à resserrer la coopération économique, politique et sociale entre les nations de l'hémisphère ouest.
- La ZLEA est une partie intégrante de ce plan d'action. Les trente-quatre dirigeants, dont le premier ministre du Canada, ont annoncé qu'une zone de libre-échange serait négociée d'ici 2005.
- Depuis le Sommet de Miami, les dirigeants, les ministres du commerce et les officiels des gouvernements de l'hémisphère ont jeté les bases d'une ZLEA. Les ministres ont recommandé que les négociations soient lancées au deuxième sommet des Amériques, qui se tiendra à Santiago (Chili) en avril 1998.
- Avant le Sommet, les ministres du commerce se retrouveront au Costa Rica pour mettre au point un programme de négociation. Douze groupes de travail techniques, traitant de domaines tels l'accès aux marchés, les services et l'investissement, se réunissent régulièrement afin de préparer un cadre pour les négociations.
- Le Canada considère la ZLEA comme une priorité pour la région. Elle est une partie intégrante des efforts du pays pour élargir sa présence en Amérique latine, et plus particulièrement ses relations sur le plan du commerce et de l'investissement.
- La participation à la ZLEA est une composante importante du grand plan du Canada, qui consiste à ouvrir les marchés aux biens, aux services et aux investissements canadiens.
- Le Canada cherche à instaurer dans les Amériques une zone de libre-échange qui serait conforme à ses obligations à l'égard de l'Organisation mondiale du commerce et n'élèverait pas de barrières commerciales pour les pays non membres.
- Le Canada veut contribuer à instaurer une zone de libre-échange qui reflète les grands principes du Sommet de Miami, soit un libre-échange qui accroît et garantit la prospérité de ses citoyens.
- Le Canada est aussi d'avis que les petites économies ont des besoins spéciaux qui devraient être pris en compte dans les négociations. Il fera en sorte que les petites économies soient prêtes à participer aux négociations.